



Programme des Nations Unies pour l'environnement

UNEP/BUR/28
Document de travail 4
28 février 1987

FRANCAIS
Original: ANGLAIS

PLAN D'ACTION POUR LA MEDITERRANEE

Réunion du Bureau des Parties contractantes
à la Convention pour la protection de la
mer Méditerranée contre la pollution et aux
protocoles y relatifs

Istamboul, 25-26 mars 1987

ORIENTATION DU PROGRAMME ET ALLEGEMENT DE LA COMPOSANTE INSTITUTIONNELLE ET ADMINISTRATIVE

Note de référence du Directeur exécutif

PNUE

Athènes, 1987

Introduction

1. Le Plan d'action pour la Méditerranée et la Convention de Barcelone ont toujours été orientés vers l'action qui vise à réduire la pollution de la mer par la planification intégrée du développement et la gestion des ressources du bassin méditerranéen.
2. Dans les stades initiaux de chaque composante du PAM, les efforts devaient être dirigés vers l'identification des problèmes de pollution, l'évaluation de la capacité des pays riverains à aborder de tels problèmes et l'amélioration de leur capacité institutionnelle par la fourniture de matériel et par la formation. La priorité, du moins sur une base temporaire, a été accordée à la recherche, la collecte des données et au développement d'un réseau en cette matière, plutôt qu'à l'orientation essentielle de l'action du programme.
3. Lors du 10ème anniversaire du PAM en 1985, les Parties contractantes ont eu l'occasion d'examiner les progrès réalisés dans le passé et d'indiquer la direction à donner au Plan pour l'avenir. Dans la Déclaration de Gênes, elles ont attiré l'attention sur le besoin d'accélérer l'action et de s'engager dans une action plus concrète.

Orientation du Programme

4. Le Directeur exécutif propose maintenant de refléter plus pleinement les lignes directrices de la Déclaration de Gênes dans le programme, en concentrant toutes les activités du PAM autour du développement d'un plan de gestion intégrée du littoral qui soit en accord avec l'environnement.
5. Sous un tel angle, chaque activité du PAM contribuera visiblement à améliorer la qualité des zones marines et côtières de chaque pays et, par conséquent, du bassin méditerranéen tout entier. L'attention portée à la zone côtière soulignera les avantages qu'il est possible de retirer de la participation aux activités du PAM ainsi que les risques qu'implique la non-participation. Il faudrait plus particulièrement envisager les programmes nationaux de surveillance continue comme un instrument fournissant des données pour une meilleure gestion des côtes aux autorités nationales et locales, et non pas comme un apport à un programme scientifique et régional. Ce programme demeurera évidemment important, car il est essentiel d'avoir un tableau de la région, mais il faut souligner que lorsqu'un programme national de surveillance continue manque ou qu'il est incomplet, le pays et non le programme régional a beaucoup à perdre. Ce qui est aussi valable pour la communication des notifications des états d'urgence et des immersions ou la participation aux réseaux du Programme d'actions prioritaires et des aires spécialement protégées.

6. Afin de marquer la transition vers la nouvelle orientation, il est proposé de considérer 1988 comme une année expérimentale au cours de laquelle au moins un pays du Nord et un du Sud de la Méditerranée désigneront une ou plusieurs de leurs régions côtières pour collaborer avec le Secrétariat en vue d'atteindre l'objectif de la planification intégrée du littoral. L'objectif pour 1989 devrait être de comprendre une ou plusieurs régions côtières dans chaque état riverain. Pour la période biennale 1990-1991, toutes les régions côtières devraient participer au programme.

7. Puisqu'elles font partie de l'exercice, il faudrait identifier les organisations de planification appropriées, établir des liens avec les autres organisations nationales ou locales pertinentes et préparer un rapport sur l'état de la pollution pour la fin de l'année, ce qui mènera à l'élaboration d'un plan à long terme pour cette région.

8. Il est vraisemblable que l'exercice utilisera les scénarios du Plan Bleu, les réseaux élaborés par le PAP, avec les lignes directrices et les manuels de ce dernier, les formulaires de notification sur les sources et niveaux de pollution, sur les permis d'immersion et sur les quantités déversées, sur les accidents et sur les plans d'urgence.

9. Chaque plan régional devrait inclure les objectifs de la Déclaration de Gênes (égouts, émissaires et stations d'épuration, stations de déballastage, aires spécialement protégées, centres historiques, etc.).

10. L'exercice recevrait, si le pays le requiert, les conseils d'experts par l'intermédiaire de l'Unité de coordination. Une fois les projets locaux identifiés dans le plan régional, le PNUE pourrait offrir son assistance pour le suivi au moyen de son Centre d'échanges. Il pourrait contacter des sources de financement, bilatérales ou multilatérales, afin de rendre plus visible et concrète la solidarité régionale pour protéger la Méditerranée.

11. La CEE pourrait jouer un rôle important par le biais des Programmes intégrés méditerranéens dans les pays-membres et par des programmes spécialisés éventuellement ouverts à d'autres états côtiers, si besoin est.

12. L'Unité de coordination devrait avoir pour rôle de:

- (a) prendre des initiatives en matière d'échange d'informations avec d'autres programmes méditerranéens et d'obtenir auprès d'autres sources des informations pertinentes pour la Méditerranée;
- (b) participer aux exercices régionaux d'évaluation/de planification dans les régions littorales désignées;
- (c) analyser les informations sur les sources et quantités de polluants en Méditerranée, en faire la synthèse et les présenter, préparer des évaluations de la pollution par des substances spécifiques ainsi que des évaluations périodiques de l'état de la pollution en Méditerranée. Il faudrait étendre l'utilisation de la cartographie, de cartes et des données obtenues par télédétection;
- (d) proposer des mesures communes (critères de qualité et normes d'émission).

13. S'appuyant sur les rapports et propositions présentés par le Secrétariat, les Parties contractantes prendront des décisions sur la politique concernant le développement du programme et son financement, examineront l'état d'avancement du Plan d'action et adopteront les nouvelles mesures requises.

Questions d'ordre institutionnel

14. De concert avec la démarche décrite dans les paragraphes précédents, il conviendrait aussi d'alléger les dispositions institutionnelles au moyen desquelles les Parties contractantes développent leur consensus sur les diverses questions concernant la politique, le programme et le budget.

15. Actuellement, il existe une certaine duplication entre les groupes de travail formés pour chaque composante du PAM (Groupe de travail de la coopération scientifique et technique, structures focales nationales du Plan Bleu, Structures focales nationales du PAP, Structures focales nationales des ASP, Correspondants du ROCC) et le Comité plénier des réunions des Parties contractantes. Fréquemment, les mêmes fonctionnaires se rencontrent à quelques mois d'intervalle pour examiner à nouveau le même programme, le même budget, ce qui résulte en une duplication des efforts, une réouverture des débats et un retard dans la prise de décisions.

16. Il est proposé que le Groupe de travail de la coopération scientifique et technique et qu'un Comité sur l'environnement et le développement soient établis en tant qu'organes subsidiaires permanents des Parties contractantes qu'elles chargeraient de procéder à un examen préliminaire et de présenter les recommandations sur le programme désigné et les composantes budgétaires. Les deux comités se réuniraient en avril-mai tous les ans.

17. Le Bureau recevrait leurs rapports en vue de les commenter avant de les transmettre aux Parties contractantes.

18. Les réunions ordinaires des Parties contractantes auraient lieu, comme de coutume, toutes les années impaires. Elles examineraient les recommandations spécifiques présentées par ces deux organes subsidiaires qui auront été analysées et commentées par le Bureau. Les réunions des Parties contractantes pourraient alors être réduites à deux ou trois jours, ce qui permettrait une représentation de plus haut niveau. Les Parties ne traiteraient que des questions de politique, adopteraient le programme et le budget pour la période biennale suivante, discuteraient et adopteraient des mesures communes.

Administration et gestion

19. Afin de s'harmoniser avec l'allègement du processus de prise de décision, il est proposé d'examiner également l'aspect de la gestion du programme. Avec la location actuelle des Centres d'activités régionaux, il y a inévitablement une certaine duplication des postes et fonctions. Il est proposé de procéder à un examen des dispositions présentes en vue de réaligner les fonctions et les niveaux de postes afin de réduire les coûts administratifs.

20. L'efficacité des fonctions de rapport et de gestion à l'intérieur du programme dans leur ensemble devrait être améliorée en tirant avantage des installations informatiques actuellement disponibles.